



attac

# Le Courriel d'information

n°383 – Vendredi 29 novembre 2002

## INTIMIDATIONS

### Dans ce numéro

#### **1. Gangsters de l'effet de serre contre Justice climatique** (Par Kenny Bruno, Joshua Karliner et China Brotsky)

La sagesse populaire dit que le consommateur moderne est fautif. L'usage excessif de la voiture, les maisons bourrées d'appareils ménagers, le chauffage central, la climatisation et le fait d'oublier d'éteindre les lumières quand on quitte sa maison sont ce qui nous frappe le plus. Mais à elles seules, 122 entreprises produisent 80% de toutes les émissions de dioxyde de carbone, et seulement 5 compagnies pétrolières privées mondiales – Exxon Mobil, BP Amoco, Shell, Chevron et Texaco – produisent du pétrole qui contribue pour quelque 10% aux émissions de carbone mondiales.

#### **2. Après le FSE, arrestations italiennes** (Par John Brown)

La nuit du 15 novembre 2002, une vingtaine de personnes dont l'activité politique se situe dans le cadre du Réseau Sud Rebelle (Rete Sud Ribelle) sont arrêtées à Naples et à Cosenza par ordre du parquet de Cosenza. La plupart d'entre elles ont été transférées dans les prisons de haute sécurité pour terroristes et mafieux de Trani et Latina. Ces arrestations se produisent dans le cadre d'une vaste enquête policière et judiciaire sur les différents réseaux du mouvement, qui a pour but explicite, après la grande mobilisation de Gênes contre le G8, de criminaliser d'abord le secteur « Désobéissant » pour intimider et démobiliser tout le reste.

#### **3. Avant le déluge** (Par Dave Renton)

Un participant au Forum Social Européen donne ses impressions sur l'élan d'espoir... et ses prémonitions sur les lugubres plans de guerre qui se préparent quelque part.

#### **4. Brèves d'OMC** (Par omc.marseille)

Des pays s'opposent aux arguments de la Corée en faveur des subventions sur la pêche. - Les pays développés devraient s'appliquer les règles qu'ils préconisent pour les autres - Le compromis sur l'importation des génériques dans les PED reste toujours à trouver - Accord commercial préférentiel en préparation entre le Mercosur et d'autres zones régionales - Les USA n'ont pas l'intention de combattre les subventions agricoles à l'OMC - Les organisations rurales boliviennes demandent à leur gouvernement de se retirer du Groupe de Cairns - Protestations des Fermiers concernant les méthodes de recherche agricole - Les pays de l'APEC, soutenus par les USA, appellent à la fin des subventions agricoles - La morue de l'Atlantique Nord menacée d'extinction - La Zambie rejette les importations d'OGM - La Thaïlande signe un accord commercial bilatéral avec les USA - Le Canada rompt ses engagements à l'égard de la Convention de Bâle - La Mini Conférence Ministérielle se choisit un lieu de réunion plus sûr - Les parlementaires européens demandent à la Commission de consulter le Parlement

### **Gangsters de l'effet de serre contre Justice climatique**

Par Kenny Bruno, Joshua Karliner et China Brotsky

Traduction. Yves Moy. [coordinatrad@attac.org](mailto:coordinatrad@attac.org)  
traducteurs bénévoles (\*)

Les changements climatiques ont des conséquences sur chaque personne et chaque chose.

La sagesse populaire dit que le consommateur moderne est fautif. L'usage excessif de la voiture, les maisons bourrées d'appareils ménagers, le

chauffage central, la climatisation et le fait d'oublier d'éteindre les lumières quand on quitte sa maison sont ce qui nous frappe le plus. Mais la possibilité qu'a le consommateur individuel d'influencer le climat est faible étant donné l'impact des entreprises géantes qui prospectent, extraient, transportent, raffinent et distribuent le pétrole, source principale des émissions de dioxyde de carbone – qui est de loin le premier gaz à effet de serre. À elles seules, 122 entreprises produisent 80% de toutes les émissions de dioxyde de carbone, et seulement 5 compagnies pétrolières privées mondiales – Exxon Mobil, BP Amoco, Shell, Chevron et Texaco –



attac

produisent du pétrole qui contribue pour quelque 10% aux émissions de carbone mondiales.

Pendant que ces 5 compagnies et leurs alliés au Congrès blâment le consommateur américain pour sa consommation massive d'énergie, ou le "monde en voie de développement" qui ne prend pas les mesures adéquates pour freiner le réchauffement de la planète, les émissions des carburants qu'ils produisent dépassent le total de tous les gaz à effet de serre en provenance de l'Amérique centrale, de l'Amérique du Sud et de l'Afrique réunies !

En plus de produire le pétrole qui conduit au réchauffement de la planète, ces Gangsters de l'effet de serre contribuent à la dynamique du changement climatique et la perpétuent, de plusieurs autres manières importantes :

- Ils sont raffineurs et marchands de pétrole et de gaz.
- Ils se servent de leur puissance politique pour empêcher la transformation technologique et maintenir leurs affaires en l'état.
- Ils achètent l'opinion publique et scientifique.

Qu'est-ce que la Justice climatique ?

"Justice climatique" signifie, tout d'abord, supprimer les causes du réchauffement de la planète et permettre à la Terre de continuer à nourrir nos vies et celles de tous les êtres vivants. Cela conduit à réduire radicalement les émissions de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre.

"Justice climatique" signifie s'opposer à la destruction causée par les Gangsters de l'effet de serre à chaque étape de la production et du processus de distribution – depuis un moratoire sur la nouvelle prospection pétrolière jusqu'à l'arrêt de l'empoisonnement de collectivités par les émissions des raffineries ; depuis des réductions nationales radicales des émissions automobiles jusqu'à la promotion de transports publics efficaces et effectifs.

"Justice climatique" signifie qu'alors que tous les pays devraient participer à la réduction radicale des émissions de gaz à effet de serre, les nations industrialisées, qui historiquement et actuellement sont les plus responsables du réchauffement de la planète, devraient mener cette transformation. Les États-Unis, qui émettent environ 25% des gaz à effet de serre, devraient en particulier être à l'avant-garde de cette transformation.

Enfin, "Justice climatique" signifie rendre les exploitants d'énergie fossile redevables en raison

du rôle central qu'ils jouent dans le réchauffement de la planète. Cela signifie lutter contre ces compagnies à chaque niveau – depuis la production et la commercialisation des énergies fossiles elles-mêmes, jusqu'à leur influence politique occulte, leurs prouesses en matière de relations publiques, jusqu'aux "solutions" injustes qu'elles proposent, jusqu'à la mondialisation basée sur les énergies fossiles qu'elles défendent. "Justice climatique" signifie retirer aux entreprises multinationales la formidable puissance qu'elles exercent sur nos vies et, à leur place, construire la démocratie au niveau local, national et international.

La mondialisation sert les intérêts des compagnies pétrolières multinationales d'au moins quatre manières importantes :

— La FUSIONMANIA, qui est en train d'envahir l'industrie, en est une. Cette expansion se produit lorsque les grosses entreprises tentent d'accroître leur compétitivité à l'échelle mondiale.

— Les PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL, imposés par la Banque mondiale et FMI, sont une deuxième aide pour les multinationales pétrolières. Les compagnies pétrolières étatisées ont formé des partenariats avec les compagnies du secteur privé. Le partenariat de Mobil avec PDVSA pour la prospection dans le delta de l'Orénoque au Venezuela en est un exemple.

— Les ACCORDS et institutions de LIBRE ÉCHANGE et d'INVESTISSEMENT, comme l'Accord de Libre Échange de l'Amérique du Nord (ALENA) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), sont le troisième volet de la mondialisation qui soutient l'industrie du pétrole. Par exemple, l'ALENA encourage l'industrie du pétrole au détriment de la durabilité écologique de deux façons importantes. Premièrement, il encourage explicitement les gouvernements à subventionner le pétrole et les méga-projets de gaz en exemptant ces subventions du reproche d'"entraves déloyales au commerce". Soit dit en passant, l'ALENA n'accorde pas une telle protection aux aides gouvernementales visant à rendre l'énergie plus efficace, plus respectueuse de l'environnement ou à développer des alternatives énergétiques – laissant l'énergie propre soumise aux caprices des commissions de règlement des litiges de ALENA, secrètes et non démocratiques. Sous le masque du "libre" échange, l'ALENA élimine quasiment aussi la possibilité pour les pays de diriger le développement de leurs ressources énergétiques pour les marchés d'exportation – essentiellement



attac

en menaçant de faire du Canada et du Mexique des "colonies de ressources" virtuelles pour les exigences en énergie presque insatiables des États-Unis.

Dans le même temps, l'OMC abaisse les barrières aux échanges et aux investissements dans le monde, et encourage l'augmentation de la dépendance croissante des pays envers l'énergie fossile pour le transport, le développement agricole et énergétique. Cela crée des marchés toujours en expansion pour l'industrie pétrolière. Bien sûr, ce n'est pas une coïncidence si les associations et les entreprises de l'industrie d'énergie fossile, incluant le Gangster de l'effet de serre Texaco, dominant le Comité consultatif officiel du commerce du gouvernement américain pour les problèmes énergétiques. Il n'y a pas de groupes des droits de l'homme, du travail ou de l'environnement dans ce comité, et seulement une association des industries de l'énergie renouvelable. En revanche il y a 14 compagnies pétrolières, gazières, électriques et minières et associations d'industries dans ce comité.

L'OMC peut aussi servir à étouffer les efforts des pays pour se conformer au traité sur le climat de Kyoto. Par exemple, les États-Unis et l'Union européenne menacent de poursuivre le Japon pour ses nouvelles normes d'efficacité énergétique – règlements qui sont conçus pour abaisser les émissions de dioxyde de carbone – en tant qu'entraves déloyales au commerce. Les subventions gouvernementales pour l'efficacité énergétique, les programmes "verts" d'achats gouvernementaux et le marquage par le gouvernement des produits dont la production contribue au changement climatique courent tous le risque d'être mis à mal par l'OMC.

— De NOUVELLES FRONTIÈRES, incluant les zones écologiquement fragiles, sont ouvertes à la prospection pétrolière par la mondialisation. Comme les accords de libre échange et d'investissement font tomber les barrières économiques internationales, les multinationales se précipitent dans beaucoup de nouvelles régions. Les Gangsters de l'effet de serre sont en train d'amasser de l'argent pour étendre leur emprise aux pays en développement du Sud, aux forêts humides lointaines, aux fonds marins, à l'Arctique interdit, à proprement parler "aux confins de la Terre".

La prospection pétrolière est terriblement chère, même avec des records de bas prix pour le pétrole. En 1998, l'industrie a dépensé 88 milliards de dollars dans la prospection. Même Shell et BP reconnaissent, sur le papier, que les

énergies renouvelables représentent l'avenir. Cependant, la stratégie à long terme des grands pétroliers est encore dictée par l'incitation à prospecter. Pourquoi ?

La raison en est que nous avons trop de pétrole. C'est vrai dans le court terme, comme l'ont montré la surproduction de 1998 et la décision de l'OPEP de réduire la production début 1999. Mais c'est vrai aussi dans le long terme. Les scientifiques du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estiment que pour stabiliser les concentrations de CO2 au niveau actuel, nous aurions besoin de réduire les émissions de carbone d'environ 60%. Il n'y a tout simplement aucun moyen de le faire sans des restrictions massives de la consommation d'énergie fossile et le développement d'énergies alternatives. Les réserves mondiales prouvées de pétrole et de gaz, si elles étaient complètement exploitées, dépasseraient de loin la capacité de la planète à absorber les émissions de carbone. En d'autres termes, il est impossible de brûler sans dommage même les combustibles fossiles que nous avons déjà, sans compter ceux qui ne sont pas encore découverts. Cependant les géants du pétrole continuent leur recherche coûteuse et destructrice de nouveaux champs de pétrole et de gaz, même dans certains des lieux les plus lointains de la planète.

La realpolitik du commerce de la pollution

On ne peut empêcher le climat de changer sans réduire l'usage de l'énergie fossile. Cependant le gouvernement et l'industrie des États-Unis ont tout fait pour éviter ou différer de faire précisément cela tout en obtenant des crédits pour des réductions d'émissions de carbone. Ces plans sont basés sur le principe de l'échange des droits d'émissions.

Au sens le plus large, l'échange prend plusieurs formes, connues sous le nom de Mécanismes flexibles dans le protocole de Kyoto. Elles incluent une Mise en œuvre conjointe et un Mécanisme de développement propre. La Mise en œuvre conjointe permet d'acheter des crédits pour les réductions d'un autre pays plutôt que d'avoir à réduire les émissions à la source. Le Mécanisme de développement propre permet aux pays industrialisés d'éviter des réductions nationales en échange d'une participation dans des projets de pays en développement qui devraient produire des émissions plus faibles. Par exemple, les États-Unis pourraient acheter du "crédit" pour le carbone absorbé par des "puits de carbone" comme les forêts, dans le Sud, ou pour des réductions globales de gaz à effet de serre dans



attac

l'ancienne Union Soviétique, où l'effondrement économique est cause de réductions de toute façon.

L'expérience de l'échange des droits d'émission de pollution atmosphérique a montré que le commerce de la pollution peut créer l'apparition de réductions fantômes, récompenser les pires pollueurs de l'histoire, promouvoir la fraude et miner l'innovation technologique. Les plans d'échange des droits d'émission ne s'appliquent pas aux effets de pollution locale des usines émettant du carbone, comme les raffineries, et le système d'échange désavantage les pays du Sud quand ils commencent à réduire leurs émissions, puisque les réductions les plus faciles ont déjà été achetées et mises au crédit des pays du Nord.

Les Gangsters de l'effet de serre ne sont pas les seuls à proposer l'échange des droits d'émission comme solution au changement climatique. Il est soutenu par quelques groupes environnementaux comme le Fonds de défense environnemental et le Syndicat des scientifiques responsables. Mais jusqu'à un certain point, ce soutien reflète la *realpolitik* du changement climatique. Il présuppose que nous ne pouvons pas faire accepter à l'industrie de l'énergie fossile de changer si nous ne pouvons pas rendre cela rentable, et ce postulat est fondé sur la connaissance de la formidable puissance de l'industrie. Les questions de justice et de loyauté deviennent secondaires dans le calcul *realpolitik*. Les plans de commerce, comme le souligne un éditorialiste, fournissent un "semblant d'action pour le grand public tout en faisant un clin d'œil à l'industrie pour lui dire que le statu quo n'est pas perturbé".

Le recours à l'échange des droits d'émission comme solution reflète la fuite en avant désespérée à laquelle le gouvernement des États-Unis pense qu'il faut avoir recours pour éviter et différer la réduction effective de notre dépendance envers les énergies fossiles et de nos émissions de carbone. Le système d'échange des droits d'émission permet un minimum de lutte contre la puissance des Gangsters de l'effet de serre et de leurs alliés, mais sabote la création de vraies solutions au changement climatique.

La Justice climatique devrait, pour résoudre le problème du réchauffement de la planète, développer des solutions qui renforcent la justice économique et environnementale entre communautés et entre nations. Ce qui est central dans cette approche, c'est le principe de la Transition juste, qui devrait réserver des fonds pour financer la transition auprès des travailleurs

et des communautés dépendant de l'industrie d'énergie fossile. Une telle transition devrait encourager l'investissement, la formation des travailleurs et un développement des communautés basé sur la durabilité et la justice.

Une transition semblable doit être encouragée au niveau international, en aidant les nations du Sud à désengager leurs économies des énergies fossiles. Par exemple, les technologies qui rendent plus écologique le développement de l'énergie devraient être mises à la disposition des pays les plus pauvres à un coût faible ou nul, plutôt que d'être maintenues en otages par les systèmes de propriété intellectuelle et de brevets imposés par les entreprises.

La Justice climatique exige aussi de fournir une aide correcte aux victimes du réchauffement de la planète – notamment aux réfugiés environnementaux qui ont perdu l'accès à leur terre, à leurs maisons, à la nourriture, à la santé et au travail suite au réchauffement de la planète.

La prévention du changement climatique pourrait frapper le plus durement les travailleurs des industries voraces en énergie fossile et les communautés voisines si parallèlement il n'y a pas d'effort pour encourager une Transition juste. Aussi, comme nous l'avons vu, certaines des "solutions" proposées telles que le commerce de la pollution, non seulement n'ont pas d'efficacité prouvée, mais encore sont inéquitables, car elles laissent les communautés locales devenir des zones de sacrifice toxiques pour le reste de la planète, tout en permettant aux pays comme les États-Unis de différer les vraies réductions d'émissions. Des solutions qui forcent les pays du Sud à supporter un fardeau injustifié sont tout aussi déloyales.

Inversons la dynamique de la mondialisation, basée sur l'énergie fossile, menée par les entreprises

Actuellement, la mondialisation menée par les entreprises est en train de créer des opportunités d'investissements et de nouveaux marchés pour l'industrie de l'énergie fossile. Le commerce international et les accords d'investissement comme l'ALENA et l'OMC, ainsi que des institutions multilatérales de prêts comme la Banque mondiale et le FMI ont créé les structures économiques mondiales qui font progresser à la fois les profits de l'entreprise et le réchauffement de la planète.

La Justice climatique demande que l'économie mondiale serve les intérêts des droits de l'homme et de l'environnement, pas ceux de l'entreprise.



attac

En tant qu'initiateurs, les standards internationaux du travail de l'OIT, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les accords internationaux sur l'environnement sous l'égide de l'ONU comme le protocole de Kyoto doivent supplanter les institutions de la mondialisation telles que l'OMC. La Banque mondiale et autres institutions de prêt devraient inverser leurs politiques, qui subventionnent la mondialisation basée sur l'énergie fossile.

Une vraie Justice climatique exige que le protocole de Kyoto mette spécialement l'accent sur le fond du problème – les 122 entreprises qui produisent 80% de l'énergie fossile finissant en dioxyde de carbone dans l'atmosphère de la Terre. La Justice climatique impose aussi que la contribution centrale de l'entreprise au réchauffement de la planète soit publiquement identifiée à l'échelle mondiale. Il y a beaucoup de moyens créatifs pour cela. Par exemple, en 1998, des membres du Parlement européen ont proposé que les ouragans soient renommés pour refléter ce rôle de l'entreprise. Ainsi l'ouragan Mitch aurait pu être appelé ouragan Shell, cependant que l'ouragan Floyd aurait pu être appelé à la place ouragan Exxon-Mobil...

Contact pour cet article et un rapport complet :  
<http://www.corpwatch.org>

## Après le FSE, arrestations italiennes

Par John Brown

Italie : 20 militants contre la mondialisation capitaliste arrêtés pour subversion de l'ordre économique

La nuit du 15 novembre 2002, une vingtaine de personnes dont l'activité politique se situe dans le cadre du Réseau Sud Rebelle (Rete Sud Ribelle) sont arrêtées à Naples et à Cosenza par ordre du parquet de Cosenza. La plupart d'entre elles ont été transférées dans les prisons de haute sécurité pour terroristes et mafieux de Trani et Latina. Ces arrestations se produisent dans le cadre d'une vaste enquête policière et judiciaire sur les différents réseaux du mouvement, qui a pour but explicite, après la grande mobilisation de Gênes contre le G8, de criminaliser d'abord le secteur « Désobéissant » pour intimider et démobiliser tout le reste. Les journées de Gênes ont, en effet, été déterminantes, pour la définition d'une réponse répressive contre le mouvement « antiglobalisation ». D'abord, à Gênes même, les forces de police ont pratiqué une répression brutale et arbitraire contre les manifestants, dont le point culminant fut l'assassinat de Carlo

Giuliani. La manœuvre d'intimidation et de terreur tourna court et menaça même de se retourner contre ses propres promoteurs. L'enquête judiciaire sur la mort de Carlo et sur la brutale irruption de la police dans l'école Diaz (qui servait de dortoir et de Media Center), a mis à jour des documents qui prouvent l'implication des « forces de l'ordre » dans la fabrication de preuves policières (des officiers de police ont été filmés et photographiés alors qu'ils introduisaient des cocktails molotov dans l'école, pour justifier l'assaut brutal de la police contre des jeunes inermes), ainsi que dans une vaste série de provocations. En outre, les circonstances de la mort de Carlo, sont, loin d'être fortuites, puisque l'ordre de tirer fut donné aux carabinieri par le ministre de l'intérieur...

La riposte des carabinieri et de la police devant l'indignation que leurs actes avaient motivée, consista à « démontrer » l'existence d'une trame subversive et violente qui aurait été la seule responsable des événements de Gênes. Un dossier a donc été constitué sous les ordres du Général Ganzer (chef du Groupe d'opérations spéciales des Carabinieri et responsable déjà dans les années 70 de la répression contre les secteurs « autonomes » de la gauche radicale italienne). Ce dossier, élaboré depuis des mois sur la base d'écoutes téléphoniques et de l'interception de courriers électroniques a fait le tour des parquets italiens qui l'ont rejeté pour manque de sérieux. Seul le procureur de Cosenza l'a considéré recevable. Cependant, il a jugé bon d'attendre la fin du Forum social européen de Florence pour procéder à des inculpations et des arrestations sur sa base.

Les chefs d'accusation sont tous fondés sur la participation des accusés aux manifestations de Gênes et, préalablement, aux mobilisations du printemps 2001 qui ont eu lieu à Naples contre l'Otan. Les accusés auraient mis sur pied une organisation subversive dont ils seraient les responsables. En fait, on reproche à une organisation comme le Réseau Sud Rebelle, qui pratique la désobéissance civile et l'activisme non violent dans le cadre de la stratégie des anciennes Tute Bianche et des actuels Désobéissants, de s'opposer violemment à l'ordre établi. Or, le procureur de Cosenza et les services de renseignements des Carabinieri ont pu établir en tout et pour tout un seul acte de violence : le jet de légumes –surtout d'artichauts- sur un barrage de police lors des manifestations de Naples... Le reste de l'accusation contre les dangereux « subversifs » n'est pas moins ubuesque.



attac

En effet, on reproche à nos camarades les chefs d'incrimination repris dans les articles 270 à 272 du Code pénal italien. Ce Code pénal dont l'auteur est l'éminent pénaliste fasciste Arturo Rocco (ministre de la Justice de Mussolini) constitue un dangereux résidu antidémocratique dans la législation italienne. Son but initial fut de liquider dans le cadre de l'instauration de l'Etat fasciste, toute forme organisée du mouvement ouvrier. Ainsi, il incrimine la liquidation de la société de classes :

« Article 271 Associations subversives - Quiconque dans le territoire de l'Etat promeut, constitue, organise ou dirige des associations ayant pour but d'établir violemment la dictature d'une classe sur les autres ou de supprimer violemment une classe sociale ou, en général, de subvertir violemment l'ordre économique et social constitué dans l'Etat, sera passible d'une peine de réclusion de cinq à douze ans ». La même peine est applicable à qui s'associerait pour subvertir par la violence tout autre « ordre politique ou juridique de la société ». Ce qui caractérise ce texte comme fasciste, outre sa datation et son origine, est la doctrine juridique qui l'inspire : en effet, si le droit pénal de l'Etat démocratique libéral punit des actes, dans le droit pénal totalitaire, qu'il soit fasciste ou nazi, c'est la « dangérosité » qui est poursuivie. Or l'association pour subvertir la société de classes ou l'ordre économique et social de façon violente n'est pas définie par un acte mais par une intention, l'acte quant à lui, restant dans le vague comme il plait à la police. Dans le droit pénal fasciste, comme dans la nouvelle législation « antiterroriste » qui se généralise depuis l'apparition de mouvements de contestation de l'ordre néolibéral, et avec plus de virulence encore après le 11 septembre 2001, l'intention est un élément fondamental de l'inculpation.

On pourra peut-être dire que ces actes ne sont punissables que s'ils sont réalisés violemment » et que ce texte n'est pas si gravement liberticide. Le problème c'est que la violence n'est définie nulle part dans le texte et qu'on peut supposer que le législateur considère un acte de violence la liquidation de la société de classes en général, puisque ce serait faire violence à un ordre naturel.

Mais, les chefs d'accusation contre les Rebelles méridionaux -en fait contre l'ensemble du mouvement- ne s'arrêtent pas là, puisqu'on leur applique également l'article 272 qui punit la « propagande » pour la liquidation de la société de classes. Ainsi, une responsable de la radio du mouvement « Radio Gap » a été emprisonnée pour ce fait.

Egalement, la désobéissance civile ou le simple fait de contester ou de faire obstacle à des actes de gouvernement sont assimilés à de la subversion :

« Article 289- Attentat contre les organes constitutionnels et contre les assemblées regionales -Sera puni de réclusion d'au moins dix ans, si le délit n'est pas encore plus grave, quiconque commet un acte destiné à empêcher, en tout ou en partie, même de façon temporaire : 1) au Président de la République ou au Gouvernement l'exercice des compétences ou prérogatives qui leur sont attribuées par la loi; [...] Une peine de réclusion de un à cinq ans sera appliquée si l'acte n'a pour but que de perturber l'exercice de ces compétences, prérogatives ou fonctions. » Le délit de lèse-Berlusconi peut, en effet coûter très cher. Si on organise des actes, comme des manifestations et des grèves pour empêcher l'adoption ou l'application de politiques antisociales ou bellicistes, on empêche ou du moins on trouble l'exercice des compétences et des fonctions du gouvernement.

Notre mouvement, qui s'oppose à la mondialisation capitaliste et au programme de domination néolibéral, qui a perturbé à Seattle et à Prague, mais aussi à Barcelone, à Nice ou à Séville par les moyens de la désobéissance civile des conclaves de responsables politiques, qui s'oppose et s'opposera par tous les moyens à la guerre, qui diffuse de l'information contre l'ordre existant et cherche à organiser les majorités sociales pour un autre monde sans classes, sans exploitation et sans guerres, est directement visé par ces arrestations. Les rebelles méridionaux italiens sont aujourd'hui en prison, mais la menace plane sur l'ensemble du mouvement. Cette législation italienne n'est pas un simple résidu du passé : dans le cadre du contrôle politique et policier de l'altermondialisme et du mouvement ouvrier, elle devient d'une sinistre actualité.

Ces articles du Code Rocco, qui servent pour mettre hors la loi l'ensemble des organisations ouvrières de la péninsule dans les années 30 renaissent aujourd'hui de leurs cendres, régurgités du passé par le procureur de Cosenza. Leur histoire est exemplaire de ce qu'à été l'exception italienne pendant tout le vingtième siècle. Le Code pénal italien qui est l'œuvre du ministre de la Justice de Mussolini fut maintenu jusqu'à nos jours par les différents ministres de la justice italiens, notamment par...le dirigeant communiste Palmiro Togliatti, qui détint ce portefeuille dans le deuxième gouvernement



attac

Badoglio (après la chute de Mussolini). Il fut également utilisé dans les années 70 pour liquider le mouvement du « 68 prolongé » italien et pour mettre en prison des activistes et intellectuels révolutionnaires comme Toni Negri, Franco Piperno, Oreste Scalzone en compagnie de milliers de leurs camarades. Ils furent alors accusés d'inspirer les Brigades Rouges, alors que toute leur pratique politique et leur réflexion théorique était une dénonciation du militarisme de cette « variante affolée-impazzita » du mouvement. Aujourd'hui, les articles liberticides du Code Rocco doivent être abrogés en Italie. En Europe, nous devons mettre sur pied, parallèlement aux luttes contre les politiques néolibérales et contre la guerre une vaste campagne de défense des libertés civiles et des droits politiques et syndicaux menacés par les législations d'exception qu'elles soient vieilles de 70 ans ou de quelques mois. Il faut que nos camarades soient immédiatement libérés. Nous ne pouvons tolérer l'amalgame entre la résistance sociale, l'activisme révolutionnaire et le terrorisme.

John Brown

## Avant le déluge

Par Dave Renton  
Traduction. Julie Sibony. [coordinat@attac.org](mailto:coordinat@attac.org)  
traducteurs bénévoles (\*)

J'ai regardé la jeune femme et, à côté d'elle, le journaliste.

— Ne voyez-vous pas ça comme un échec ? lui demandait-il.

— Je suis désolée mais je ne vois pas ce que vous voulez dire.

— Vous avez organisé cette grande conférence, mais en Amérique le Conseil de Sécurité a voté son soutien aux Etats-Unis à l'unanimité. La guerre est imminente.

— C'est vrai, dit-elle. Mais si nous voulons empêcher la guerre, il n'y a qu'une seule façon de le faire : à travers une contestation massive, dans la rue. Et c'est précisément ce que nous sommes en train de faire.

Un autre participant au Forum Social Européen, de la coalition britannique Stop the War, avait une autre réponse :

— Ce que le vote de l'ONU nous enseigne, disait-il, c'est que les divisions les plus importantes dans nos sociétés sont entre les classes, pas entre les nations.

Sur un point, cependant, le journaliste avait raison : cette conférence avait été un événement. Organisé comme une imitation délibérée des réunions du Forum Social Mondial qui se tiennent

chaque année à Porto Alegre, au Brésil, le Forum Social Européen de Florence a rassemblé quelque 60 000 militants de toute l'Europe. La manifestation anti-guerre du week-end a pu attirer jusqu'à un million de personnes. Sans que quiconque ne l'ait planifié consciemment, la gauche a appris à réinventer les techniques classiques de la démocratie sociale du XIXe siècle : nous nous retrouvons dans de grands meetings internationaux pour programmer l'avenir ensemble. La seule différence, actuellement, est qu'aucune décision n'est établie. Pas encore, en tout cas.

Sommes-nous finalement en train d'assister à la reconstruction de la gauche ? Un ami m'a posé cette question, alors que nous défilions dans les rues de la ville. Il était alors facile de le penser, surtout en ce samedi de manifestation géante. José Bové était là, partageant son tracteur avec un des leaders du service d'ordre de la FIAT menacée. Il y avait des contingents des ATTAC de France et d'Afrique du Nord, une douzaine de syndicats italiens, des drapeaux de toutes les couleurs, des délégués de la trentaine de pays différents qui avaient assisté au Forum.

Alors que nous traversions des quartiers résidentiels, en chantant un mélange hybride d'italien, de français, d'allemand, d'anglais et de néerlandais, les gens sortaient sur leurs balcons pour nous saluer. Depuis sa fenêtre, une femme jetait même des petites fleurs blanches aux pieds des manifestants. Peut-être lui rappelions-lui une autre libération.

Un même élan d'espoir animait les participants au Forum. Les leaders de grosses organisations comme le réseau syndical COBAS ou le parti Rifondazione Comunista avaient sans doute fait passer le mot à leurs militants : discutez tant que vous voudrez, n'ayez en aucun cas peur de critiquer, mais pas de sectarisme. Pour la majorité, le conseil a fonctionné. Pourtant cette tentative d'alliance internationale contre le capitalisme était diminuée par certaines absences. Il y avait moins d'ONG que ce à quoi je m'attendais. Les anarchistes étaient représentés dans les événements culturels, mais pas tellement dans les séminaires et conférences.

Alors que certaines parties de la gauche sont finalement en train de reprendre confiance, d'autres mouvements sont aussi à l'œuvre. Berlusconi avait donné pour consigne aux commerçants de fermer boutique plutôt que de risquer des pillages. Un journal local, le Firenze Nazionale, les avait même mis en garde contre "l'invasion black-block". Le samedi, la délégation



attac

britannique discutait des résultats élevés qu'avait obtenu le British National Party [parti d'extrême droite britannique, NdT] à Downham. Les délégués turcs avaient leurs propres élections à commenter, un raz de marée islamiste et trois partis ultra-nationalistes parmi les six premiers.

À Florence, la tension était proche. En passant du temps dans un café, j'ai observé deux groupes d'Italiens régler leurs comptes. "Agitateurs !" criait le premier groupe. "Fascistes !" rétorquait le second. Le maire avait accueilli le Forum Social dans sa ville, offrant à tous les participants une réduction de 15% sur les musées et les galeries. L'entrée du Duomo était cependant encadrée par la police armée, envoyée par le ministre de l'Intérieur. Le Corriere della Sera montrait en photo des snipers montant la garde devant les portes du musée des Offices. Et, bien sûr, Bush avait obtenu son mandat, ainsi que nous l'avait rappelé le journaliste.

Comment empêcher la guerre américaine en Irak ? Certaines mouvances de la gauche italienne proposent d'envoyer des observateurs des droits de l'homme, selon la même tactique que celle employée en Palestine. Une réunion d'organisation s'est tenue pour prévoir une grande journée européenne de manifestation. Les Britanniques étaient d'avis de la programmer pour février, tandis que d'autres la souhaitaient plus tôt. Mon sentiment est que la plupart des anti-capitalistes sous-estiment - comme toujours - la brutalité ordinaire dont nos dirigeants sont capables. La gauche doit être optimiste et idéaliste, et à Florence il s'agissait pour nous de montrer notre plus beau visage. Mais pendant que nous nous réunissons pour parler, d'autres préparent des plans. Et j'ai peur.

Cet article est d'abord paru dans The Voice of the Turtle. <http://voiceoftheturtle.org>

## Brèves d'OMC

Par [omc.marseille@attac.org](mailto:omc.marseille@attac.org)

1) Des pays s'opposent aux arguments de la Corée en faveur des subventions sur la pêche. (16/10/2002)

L'Argentine, l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande et le Pérou se sont élevés contre les arguments de la Corée (rejointe par le Japon) selon laquelle rien jusqu'ici n'a pu sérieusement étayer le rapport entre les subventions à la pêche et la diminution des stocks de poisson. Ils ont rappelé le Plan de mise en œuvre adopté au SMDD de Johannesburg de Septembre dernier qui

faisait appel aux pays pour qu'ils éliminent les subventions nocives à la pêche "qui accroissaient la surexploitation des stocks". Pour la Corée, l'accord actuel sur les subventions était suffisant; elle estime que la charge de la preuve demeure du ressort des autres parties. Selon l'OCDE et l'APEC ces subventions s'élèveraient entre 15 et 20 % des revenus du secteur.

Pour le Japon le problème de la diminution des stocks n'était pas couvert par le mandat de Doha. L'UE, qui travaille actuellement à la réforme de sa politique commune de la pêche a fait savoir qu'elle n'était pas jusqu'ici persuadée si les subventions étaient la cause essentielle de l'épuisement des stocks.

2) Les pays développés devraient s'appliquer les règles qu'ils préconisent pour les autres :

Le Comité sur le Commerce et le Développement, (session spéciale des 17-23 Octobre) a tenté de progresser dans les discussions sur les Subventions et les Contre-mesures. L'Australie, les USA, la Suisse et le Japon combattent l'idée selon laquelle ces subventions sont utiles au développement; en outre elles modifieraient les droits et obligations des Membres. Le délégué du Pakistan a remarqué qu'il saluerait une telle position de ces pays dans le cadre des négociations agricoles !

La Zambie a demandé si la session spéciale du Comité CD n'existait que pour discuter de propositions sans agir et s'est déclarée frustrée de n'avoir rien de concret à rapporter aux PMA qu'elle représente.

Les pays développés se sont opposés à la demande du Groupe Africain pour que des fonds soient spécialement affectés à l'assistance technique pour remplir les obligations sur les Obstacles Techniques au Commerce et pour l'évaluation des conséquences des normes techniques sur les PED.

3) Le compromis sur l'importation des génériques dans les PED reste toujours à trouver :

Les délégués ont été incapables de trouver un compromis sur les licences obligatoires en faveur des PED et des divergences notables demeurent entre pays développés et PED, alors que le Comité Adpics doit établir un rapport au Conseil Général d'ici la fin de cette année.

Le Président du Comité a présenté une proposition qui permettrait aux PMA d'avoir un accès automatique à la source de médicaments le



attac

meilleur marché, tandis que les autres PED ne pourraient utiliser ce système que s'ils pouvaient prouver qu'ils ne disposaient pas de l'industrie pharmaceutique compétente. Les pays africains, avec le soutien du Brésil et de l'Inde, ont repoussé cette proposition déclarant que tous les PED avaient le droit d'utiliser la source la moins chère pour se procurer des médicaments, nonobstant les droits sur les brevets. Hongkong et Singapour (classé par l'OMC comme PED) ont déclaré qu'ils s'opposeraient à des critères basés sur les niveaux de revenus; La Hongrie et la Bulgarie se sont montrés soucieux que les économies en transition à faibles revenus ne se trouvent pas exclus de l'accès aux médicaments bon marché.

"Nous sommes en train de revenir en arrière" a déclaré le délégué brésilien. "Le Quad essaie de mettre en forme un système qui pourrait être encore plus restrictif que ce qui existe actuellement dans l'Adpics". Le Quad tente de limiter les fournisseurs étrangers de génériques produits sous licence obligatoire à ceux installés uniquement dans les PED, restreignant la capacité des fabricants de génériques des pays industriels à produire pour les PED, pour réduire les possibilités d'évasions illégales de médicaments vers les pays riches.

Si le sujet n'est pas résolu d'ici la fin de l'année, les PED affirment qu'un retard entraînerait le blocage de l'ensemble des négociations. La prochaine et dernière réunion du Conseil de l'Adpics de l'année est prévue fin Novembre et celle du Conseil Général entre le 9 et le 13 Décembre.

4) Accord commercial préférentiel en préparation entre le Mercosur et d'autres zones régionales :

Les 4 Etats du Mercosur préparent un accord douanier préférentiel avec le Caricom (Communautés Caraïbiennes) qui regroupe 15 Etats dont la Jamaïque, les Bahamas et Haïti et le Marché Commun d'Amérique Centrale (5 Etats de l'isthme). Le Mercosur concédera une réduction de 30 à 40 % sur les tarifs douaniers à l'importation de marchandises en provenance de ces deux zones. Ce pourrait la première étape vers un accord de libre-échange regroupant ces 3 régions du sous-continent américain. Pendant ce temps, les négociations entre le Mercosur et la Communauté Andine (5 Etats dont la Bolivie également membre associé avec le Chili au Mercosur) s'achèment vers leur conclusion.

5) Les USA n'ont pas l'intention de combattre pas les subventions agricoles à l'OMC :

Dans la déclaration du 17 Octobre, les USA ont fait savoir qu'ils n'envisageaient pas d'action contre les subventions agricoles de leurs partenaires commerciaux à l'OMC à l'expiration de ce qu'on nomme généralement la "clause de paix" fin 2003 (selon l'art.13 de l'Accord sur l'Agriculture). Toutefois ils ont dit rester concernés par les subventions de certains pays, telles celles sur le coton...en Chine. Contrairement aux USA, qui devraient inciter les autres membres à mettre fin à cette clause à son échéance, d'autres pays (l'UE entre autres) sont en faveur de sa prolongation. Plusieurs membres du Groupe de Cairns (Argentine et Brésil en particulier) ont indiqué avec insistance qu'ils pourraient être à l'origine d'un dépôt de plainte devant l'ORD contre ces subventions après 2003 à moins que les négociations agricoles aient fait suffisamment de progrès d'ici là. Le Brésil a des consultations en cours avec les USA sur leurs subventions à leurs producteurs de coton; L'Australie et le Brésil ont demandé la tenue de consultation avec l'UE sur ses subventions à son industrie sucrière.

6) Les organisations rurales boliviennes demandent à leur gouvernement de se retirer du Groupe de Cairns.

Parallèlement à la 24e réunion ministérielle du Groupe de Cairns qui vient de se tenir en Bolivie (18-21/10), un séminaire international sur les "Paysans face aux accords commerciaux internationaux", des organisations paysannes boliviennes ont critiqué l'action de ce Groupe qui n'agit que dans l'intérêt de l'agro-business et a demandé au gouvernement bolivien de s'en retirer afin de pouvoir sauvegarder les producteurs en difficulté. Ils ont réclamé de leur gouvernement qu'il implique davantage le parlement et la société civile dans l'élaboration de la politique commerciale agricole. Ils veulent qu'il s'orientent vers une stratégie qui autoriserait les PED à adopter une certaine souplesse permettant une protection réelle des petits agriculteurs.. La Bolivie devrait rechercher des alliances avec les autres pays qui mettent l'accent sur un traitement spécial et différencié pour les PED.

La Fédération canadienne agricole, appuyée par le gouvernement canadien, a refusé de signer la déclaration finale du groupe, considérant que cela aurait été à l'encontre des intérêts de leurs agriculteurs. Le Canada avait également refusé de signer une proposition récente du Groupe de Cairns présentée au Comité de l'Agriculture de l'OMC.

7) Protestations des Fermiers concernant les méthodes de recherche agricole :



attac

Des organisations populaires et paysannes de Colombie, Thaïlande, Inde, Cambodge, Indonésie ont tenu le 30 Octobre une réunion parallèle à la réunion annuelle du Groupe Consultatif sur la Recherche Internationale en Agriculture qui avait lieu à Manille. Les participants ont demandé aux bailleurs de fonds et à la communauté internationale de remplacer cette organisation pyramidale de la recherche par une autre "centrée sur les fermiers, conduite par eux, favorisant les moins riches et ayant pour principe la défense des droits des paysans, une véritable réforme agraire et la souveraineté alimentaire". Les pays membres du Comité d'Assistance au Développement de l'OCDE financent les 2/3 de ce Groupement qui a récemment été la cible de plusieurs associations paysannes en raison de son nouveau mandat international concentrant la recherche sur les biotechnologies.

8) Les pays de l'APEC, soutenus par les USA, appellent à la fin des subventions agricoles :

Alors que plusieurs membres de l'APEC (le Japon et les USA en tête) ont pris des mesures pour sauvegarder leur secteur agricole, la réunion qui vient de se tenir au Mexique le 27 Octobre 2002 renforce la pression sur l'UE afin qu'elle libéralise son secteur agricole et élimine notamment les subventions à l'exportation. L'APEC (Coopération Economique de l'Asie Pacifique) déclare en effet que "l'un des objectifs des négociations à l'OMC devrait être l'abolition de toutes formes de subventions agricoles à l'exportation" allant ainsi plus loin que le texte de Doha qui ne vise qu'à une réduction de ces subventions "avec la perspective de les éliminer". Pour les USA, ce texte est un vote pour signifier au pays qui accorde le plus de subventions à l'export, l'UE, qu'il est temps de progresser si nous voulons avancer dans les négociations de Doha". En dépit du fait qu'ils sont les seuls membres de l'APEC à accorder des subventions à l'export, les USA ont été satisfaits des nouveaux objectifs affichés par l'APEC. La remarque faite par le Président mexicain selon lequel "les subventions US vont faire souffrir les fermiers mexicains et devraient être éliminées sous l'ALEA" (Accord de Libre-échange des Amériques) ne manquait pas de sel.

9) La morue de l'Atlantique Nord menacée d'extinction :

Selon le dernier rapport du Conseil International de l'Exploration des Océans, la morue peuplant l'Atlantique Nord des côtes de la Norvège aux rivages de l'Ecosse est menacée d'extinction en raison d'une surexploitation par les chalutiers qui

a réduit leur nombre à un niveau jamais atteint. Toutes les pêcheries de la zone devraient être arrêtées immédiatement si on veut avoir encore une chance de sauver l'espèce. Ce rapport sert de base scientifique aux Ministres de l'UE lors des négociations de quotas nationaux et de prises totales autorisées. Le Commissaire F. Fischler a toutefois rejeté la fermeture des pêcheries en raison des conséquences économiques d'une telle action dans de nombreuses zones côtières. En 1992, en raison de la réduction des morues au large de Terre-Neuve, le Gouvernement canadien avait été contraint de fermer ses pêcheries entraînant la perte de 40.000 emplois. A l'OMC, il est demandé à l'UE, comme au Japon et à la Corée, de se débarrasser des subventions à la pêche qui contribuent à la surexploitation.

10) La Zambie rejette les importations d'OGM :

Elle a déclaré (29/10/2002) qu'elle n'acceptera pas le maïs transgénique pour améliorer le sévère rationnement dont souffre actuellement plus de 2.5 millions de personnes dans ce pays. Cette décision fait suite à l'envoi par la Zambie d'une équipe scientifique pour étudier les OGM aux USA, en UE et en Afrique du Sud. Sa conclusion est qu'il n'existe pas de preuve suffisamment évidente que les OGM soient sans danger. La décision a été contestée par les opposants au gouvernement en place.

11) La Thaïlande signe un accord commercial bilatéral avec les USA :

Il crée un Conseil bipartite afin de poursuivre la libéralisation et faciliter le commerce et les investissements entre les deux pays. Il devrait traiter de la protection des droits de propriété intellectuelle, des technologies de l'information et des biotechnologies. Les USA sont les premiers investisseurs étrangers en Thaïlande. Les USA ont déjà conclu des accords-cadres similaires sur le Commerce et les Investissements avec l'Indonésie et les Philippines.

12) Le Canada rompt ses engagements à l'égard de la Convention de Bâle :

En effet il a autorisé l'exportation de déchets électroniques toxiques vers la Chine, en contradiction avec ses engagements avec la Convention de Bâle sur les Mouvements Transfrontaliers de Déchets dangereux. La Chine en Avril 2000 avait interdit l'importation de certains déchets dont ceux de ce type. Selon la Convention, le Canada ne peut procéder à des exportations de ces produits dans les pays qui en ont interdit l'importation, même si le pays



attac

exportateur ne les considère pas comme dangereux.

13) La Mini Conférence Ministérielle se choisit un lieu de réunion plus sûr :

La réunion qui devait se tenir à Sydney le 15 Novembre 2002 a décidé de se tenir à l'extérieur de cette ville. Cette "délocalisation" est due à des raisons de sécurité après l'annonce que des milliers de manifestants anti-mondialisation étaient attendus pour protester contre cette rencontre. Les 25 Ministres du Commerce des grands pays membres, qui représentent environ 80 % du commerce mondial doivent discuter des sujets clés pour la préparation de la 5e Conférence de Cancun de Septembre 2003. 17 de ces pays sont des PED. Un grand nombre de sujets restent à résoudre avant la fin 2002 (droits de propriété intellectuelle et santé publique, problèmes de mise en œuvre des accords, traitement spécial et différencié à accorder aux PED.)

14) Les parlementaires européens demandent à la Commission de consulter le Parlement :

70 Parlementaires européens ont demandé le 22 Octobre à la Commission de s'assurer que le PE serait consulté avant toute décision relative aux "offres" de libéralisation qu'elle a préparées. Les signataires demandent un débat en séance plénière du PE, en présence de la Commission, sur le mandat à donner à la Commission au sujet de la négociation sur les services. Ils demandent qu'un débat identique ait lieu dans chaque Parlement national, en séance publique, en présence du gouvernement. Le communiqué ajoute que l'UE doit rendre plus souple ses demandes concernant la libéralisation des services publics des PED dans le cadre de l'OMC; que les états membres conservent la possibilité de sauvegarder leurs services publics tels que l'éducation et la santé et qu'aucun engagement supplémentaire contraignant ne soit proposé devant l'OMC tant qu'un bilan complet et indépendant ne serait pas réalisé sur le plan économique, social et environnemental.

Contact pour cet article. Groupe Traités internationaux de Marseille  
[omc.marseille@attac.org](mailto:omc.marseille@attac.org)

(\*) [coordinat@attac.org](mailto:coordinat@attac.org) est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.